

La BCE toujours opposée à toute renégociation du pacte budgétaire

La Banque centrale européenne (BCE) reste opposée à toute modification du pacte budgétaire décidé par les Européens mais les pays concernés pourraient y ajouter des dispositions sur la croissance, a déclaré lundi 21 mai Jörg Asmussen, l'un des membres du directoire de l'institution.

Ces dispositions concerneraient par exemple l'amélioration du fonctionnement du marché commun, notamment pour les services, des réformes du marché du travail, et des mesures sur le financement de grands projets, a dit M. Asmussen lors d'un congrès à Berlin, précisant ainsi une idée déjà exprimée à plusieurs reprises par le président de la BCE Mario Draghi.

Le pacte budgétaire négocié par les dirigeants de l'Union européenne et qui les engage à plus de discipline budgétaire "*ne doit pas être renégocié ou assoupli*", a martelé M. Asmussen.

Il peut être "*complété par un pacte de croissance*", a-t-il ajouté, refusant toutefois d'opposer les deux concepts. Mettre croissance et redressement budgétaire dos à dos est "*un faux débat*", a-t-il jugé, "*personne en Europe n'est contre la croissance*".

Stimuler la croissance nécessitera des réformes du marché du travail, qui pourront s'inspirer selon lui de l'Agenda 2010 allemand, paquet de réformes mis en place en 2005 par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder pour plus de flexibilité du marché de l'emploi.

Le financement de grands projets, un aspect souvent mentionné dans la discussion européenne sur ce sujet, nécessite pour sa part comme préalable d'identifier de tels projets, et qu'ils fassent sens, et ce alors que "*l'Europe ne manque plus d'infrastructures*", a dit M. Asmussen.

Dans la discussion autour de la stimulation de la croissance qui agite l'Europe, et a aussi occupé les conversations au sommet du G8 vendredi et samedi, l'Allemand M. Asmussen se range ainsi derrière la chancelière Angela Merkel, réticente à ouvrir de nouvelles vannes et qui insiste sur la nécessité de mener des réformes structurelles.

Le président français François Hollande a quant à lui réaffirmé la semaine dernière son intention de renégocier le pacte budgétaire pour y adjoindre un volet croissance, annoncée pendant sa campagne électorale.

Source : AFP, 21/05/2012